

SEMINAIRE du 28 Octobre 2015

Mise en débat de la résilience au Sahel et en Afrique de l'Ouest et d'AGIR Points de vue de la société civile ouest-africaine et européenne

Déclaration de la Société Civile ouest-africaine sur la résilience en Afrique de l'Ouest

Nous, Représentants des Organisations agro-sylvo-pastorales et halieutiques et des réseaux de la société civile et du secteur privé rural ouest-africain, après plusieurs concertations et analyses, présents le 28 octobre 2015 à Milan en Italie, dans le cadre de la journée des Organisations de la Société Civile Ouest-africaines et européennes :

Rappelons ce qui suit :

Les effets des chocs climatiques successifs (1973, 1984) ont été à l'origine de l'éveil des consciences sur la nécessité d'avoir une nouvelle grille de lecture du concept de la résilience des populations au Sahel et en Afrique de l'Ouest, portée depuis lors par le Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS).

Cet éveil des consciences a entraîné de la part des exploitations familiales et de leurs organisations, des initiatives collectives en vue de restaurer et préserver les ressources naturelles. Dans cette dynamique, une série de réflexions ont été initiées par les acteurs sur les modalités techniques, politiques et institutionnelles de placer au cœur des orientations et des réflexions stratégiques, la problématique de la vulnérabilité des communautés et des membres des exploitations agricoles qui représentent quelques 65 % de la population active.

Cette stratégie des acteurs s'est heurtée aux impacts négatifs des politiques de libre-échange, en particulier les Programmes d'Ajustement Structurels (PAS), qui ont affecté les investissements publics et les instruments de régulation des marchés ce qui a profité aux importations de denrées alimentaires. Ces politiques risquent d'être poursuivies et aggravées par les Accords de Partenariat Economiques (APE).

Réaffirmons que l'agriculture familiale est un pilier pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et un atout de première importance pour un développement équitable de l'Afrique ;

Confirmons le rôle et la place des exploitations familiales dans la résilience en Afrique de l'Ouest et l'impérieuse nécessité de promouvoir les productions vivrières, dépositaires d'identités culturelles fortes, qui sont laissées en rade depuis plusieurs décennies au profit des cultures d'exportation ;

Sommes convaincus que la lutte contre la récurrence des crises alimentaires en Afrique de l'Ouest passe par le renforcement de la cohérence de l'ensemble des politiques, stratégies, initiatives et interventions visant le développement agricole et rural,

Confirmons la nécessité de promouvoir des politiques de souveraineté alimentaire pour atteindre la sécurité alimentaire, et en ce sens, notamment, le devoir de garantir le droit des producteurs à accéder à la terre, à l'eau et aux facteurs de production (semences de qualité, crédit, etc.) comme inscrit dans la politique agricole de la CEDEAO et de protéger les marchés régionaux;

Rappelons les engagements :

- ✓ des Chefs d'Etat et de Gouvernement à Maputo en 2003, renouvelé à Malabo en 2014, de soutenir de manière ambitieuse le développement agricole ;

- ✓ et ceux de la CEDEAO, de l'UEMOA et du CILSS au regard des partenariats dans lesquels ils nous ont invités pour une véritable participation dans le portage des projets de développement agricole et la résilience ;

Réaffirmons l'attente des organisations paysannes et de la société civile vis-à-vis de l'UE, de la CEDEAO et des PTF concernant des appuis structurants en lieu et place des appuis spécifiques, ainsi que leur alignement sur la vision et les priorités de la région et des pays comme base de l'Alliance Globale Initiative pour la Résilience ;

Nous constatons avec regret que:

Malgré les statistiques et les analyses indiquant son importance et son potentiel, l'agriculture familiale, perçue par certains décideurs comme incapable de répondre aux défis de l'alimentation, n'a pas bénéficié d'investissements publics et d'une allocation de ressources financières suffisants, lui permettant de s'adapter et d'accroître sa performance à la hauteur des besoins;

L'insuffisance d'investissements et de soutiens publics ont impacté négativement l'attractivité des activités agro-sylvo-pastorales et halieutiques, limitant fortement les stratégies et perspectives d'insertion des jeunes pour la relève générationnelle indispensable au devenir des exploitations familiales ;

Ce contexte rend difficile l'insertion des jeunes dans ces activités et les condamne le plus souvent à l'exode et, quand ils le peuvent, à l'exil. La pauvreté, l'accaparement des terres, le manque d'équité dans la répartition des ressources publiques et le libre échange sont autant de maux qui favorisent les crises sociales, l'immigration clandestine et les dérives extrémistes.

Les perturbations climatiques qui s'accroissent depuis plusieurs décennies aggravent encore la situation et affectent la productivité des systèmes agro-sylvo-pastoraux et halieutiques, hypothèquent la création d'emplois, favorisent la migration et l'insécurité et rendent la vulnérabilité alimentaire quasi structurelle dans l'espace communautaire.

Bien que les différentes évaluations ont montré que les impacts des changements climatiques affectent de manière disproportionnée les plus vulnérables, notamment les femmes et les jeunes, très peu de programmes et politiques prennent en compte de manière satisfaisante les questions liées aux inégalités d'accès et de contrôle des ressources.

Au regard de ce qui précède:

Nous demeurons convaincus que les exploitations familiales, dans lesquelles les femmes et les jeunes jouent un rôle prépondérant, sont en mesure d'assurer la souveraineté alimentaire de notre région, à condition qu'il y ait des politiques publiques favorables à leur développement complétées par des financements publics adéquats et des mesures incitatives qui rendent attractives les activités agro-sylvo-pastorales et halieutiques ;

Nous demeurons convaincus que l'accroissement de la résilience se réalisera s'il y a des engagements fermes et ambitieux pour des mesures financières incitatives et une recherche agricole inclusive et participative pour promouvoir les initiatives et pratiques agro-écologiques, celles-ci permettant de relever les défis de la pauvreté, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition tout en offrant des avantages sur l'adaptation au changement climatique et à la gestion durable des ressources naturelles ;

Nous estimons qu'une meilleure prise en compte du changement climatique et des aspirations des femmes, des jeunes, qu'un accès aux financements appropriés intégré dans les politiques agricoles ainsi

que le renforcement de la protection des marchés, demeurent indispensables pour la stabilité et le développement de la région ;

Nous réaffirmons notre vision et notre engagement initial pour AGIR qui n'est pas une intervention mais, pour nous, une initiative visant à renforcer le caractère pro-résilience de l'ECOWAP, de la PAU ainsi que de l'ensemble des interventions concrétisant ces politiques régionales de développement agricole et rural ;

Nous réaffirmons notre conviction et soutenons que la politique agricole de la CEDEAO et de l'UEMOA et les politiques et programmes nationaux sont les cadres de référence et les priorités de toutes les interventions dans le secteur agricole de notre région, conformément aux pactes qui marquent les engagements de toutes les parties prenantes. Ces politiques constituent le ciment de notre capital social ;

Nous demandons à la CEDEAO, à l'UEMOA une véritable cohérence des politiques et à l'UE et aux Partenaires Techniques et Financiers (PTF), conformément à la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, un alignement et une harmonisation de l'ensemble de leurs appuis relatifs au développement agricole et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle sur l'ECOWAP et ces instruments que sont les PNIA et PRIA ;

Nous demandons aux institutions régionales, notamment la CEDEAO et l'UEMOA, d'assurer une meilleure coordination des interventions des différents partenaires visant le développement agricole et la résilience.

Les Représentants des Organisations agro-sylvo-pastorales et halieutiques et des réseaux de la société civile et du secteur privé rural Ouest-africain adressent leurs sincères remerciements à la CEDEAO, à l'UEMOA, au CILSS, à l'Union Européenne, au Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, aux partenaires techniques et financiers, à la société civile européenne et à tous les participants à la journée des organisations civiles africaines et européennes.

Ont signé cette déclaration, les organisations de la société civile ouest-africaine suivantes:

AFAO : *Association des Femmes de l'Afrique de l'Ouest*

AFRIPERF : *Afrique Performance*

APESS : *Association pour la Promotion de l'Elevage en Sahel et en Savane*

POSCAO : *Plate-forme des organisations de la société civile d'Afrique de l'Ouest*

RBM : *Réseau Bilital Maroobe*

RECAO : *Réseau des Chambres d'Agriculture d'Afrique de l'Ouest*

RESIMAO : *Réseau des Systèmes d'Information sur les Marchés en Afrique de l'Ouest*

ROAC : *Réseau Ouest Africain des Céréaliéristes*

ROPPA : *Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest*

Fait à Milan le 28 octobre 2015

Ont apporté leur soutien à cette déclaration, les organisations suivantes :

- Action contre la faim
- Action solidarité tiers-monde – Luxembourg
- ActionAid
- Aide au Développement Gembloux – Belgique
- Cap-Vert Espoir et Développement – Luxembourg
- CIDSE
- CISV - Italie
- Collectif Stratégie Alimentaire – Belgique
- Comité Français pour la Solidarité Internationale – France
- CNCD 11.11.11 – Belgique
- Dierenartsen Zonder Grenzen - Vétérinaires Sans Frontières – Belgique
- Oxfam
- Solidarités – France
- SOS Faim – Belgique
- SOS Faim – Luxembourg
- Terra Nuova – Italie
- World Vision Brussels & EU Representation